



# 2007/08/21

## HENRI SIMONS, DÉPUTÉ FÉDÉRALE À LA CHAMBRE DE 1987 À 1995

TRIBUNE DANS LE JOURNAL LE SOIR

A l'heure de former un nouveau gouvernement belge, le débat nucléaire refait surface dans les négociations et dans l'actualité internationale. A Bruxelles, on parle de la loi de sortie du nucléaire et d'une éventuelle construction d'une centrale de quatrième génération, tandis qu'à l'étranger, il y a les dossiers de la Lybie, du Niger ou de l'Inde. Toutes ces négociations abordent la thématique du réchauffement de la planète mais bien rarement les dangers liés à l'énergie nucléaire.

Au niveau international, la France (et particulièrement la société Areva qui "dirige" le nucléaire français) fait l'actualité avec la Lybie à qui elle a décidé d'offrir l'accès à une centrale nucléaire pour... désaler l'eau de mer. Le lobby nucléaire a frappé fort. Pour désaler et rendre l'eau de mer potable, faut-il réellement une centrale nucléaire en Lybie ? On estime qu'il faut 4kWh d'électricité pour produire 1m<sup>3</sup> d'eau douce. Avec une population de 5,5 millions d'habitants, la Lybie aurait donc besoin d'environ 1 million de MWh d'électricité par an pour couvrir la totalité de ses besoins en eau douce si ces besoins étaient assurés à 100% par une usine de dessalement ... or cette quantité d'électricité représente moins de 10% de la production potentielle d'une centrale nucléaire du type de celle que la France s'efforce d'exporter. L'énergie solaire n'aurait-elle pas été plus adéquate ? Quand on sait les attentats orchestrés il y a peu de temps encore par la Lybie au niveau international et que l'on connaît le "chantage" (comme affirmé par le fils de Kadhafi lui même) utilisé dans le dossier des infirmières bulgares, il semble pour le moins inconvenant de permettre à ce pays de construire une centrale nucléaire.

Au Niger aussi, l'actualité est intéressante: "Areva perd son monopole sur l'uranium du Niger" titrait Le Monde récemment. Areva y exploite deux mines d'uranium. Une guerre civile oppose, à cause de la répartition inéquitable des "richesses" issues de cette exploitation, les Touaregs du nord au pouvoir central. Premier constat: des guerres et des tensions socio-politiques vont se développer dans plusieurs pays "producteurs" d'uranium. Deuxième constat: le Niger va négocier au plus haut le prix de l'uranium et le prix libre de ce qu'on appelle internationalement le "yellow cake" est déjà passé de 10 dollars il y a trois ans à près de 150 dollars la livre sur le marché international. Et le prix grimpera encore...

On peut aussi parler de l'accord récent entre les Etats-Unis et l'Inde relatif à la coopération nucléaire entre ces deux pays. La croissance de l'énergie nucléaire en Asie, fortement peuplée et en développement économique, est poussée par les lobbys nucléaires occidentaux. Pensons seulement aux tentatives du Pakistan pour obtenir la bombe nucléaire et aux tensions historiques Inde-Pakistan pour souligner les risques internationaux encourus. Sans parler de l'Iran...

Les tensions ou guerres connues pour les "pétrodollars" risquent bien de naître pour les uranodollars!

## Et le réchauffement de la planète?

Quel sort réserver à l'argument du réchauffement de la planète pour défendre l'énergie nucléaire ? Pour aborder ce débat il convient de souligner ne fut-ce qu'un chiffre: dans le pays le plus nucléarisé au monde (la France), le nucléaire représente 78% de l'électricité consommée certes, mais seulement 17% de la consommation énergétique globale ! Il y a donc une part très importante de l'industrie de l'énergie qui reste responsable de l'effet de serre. L'énergie nucléaire ne constitue pas une réponse d'importance contre le réchauffement climatique et ceci encore moins si l'on tient compte des dangers et de la problématique des déchets radioactifs.

L'énergie et les kilowatts les moins chers et les moins polluants sont les Négawatts, ceux que l'on ne consomme pas ! Le lobby nucléaire, lui, ne parle que du réchauffement - comme pour se donner un alibi. La focalisation extrême des attentions publiques et privées sur l'unique thématique du réchauffement climatique ne constitue-t-elle pas directement ou indirectement une volonté de légitimation de l'expansion nucléaire ? La campagne ciblée d'Al Gore doit nous faire réfléchir à ce propos.

Rappelons-le : il n'y a pas de solution totalement sans danger pour les déchets nucléaires. Il existe trois possibilités de traitement des déchets comme le rappelait Marie-Hélène Labbé, professeure à l'Institut d'études politiques de Paris, dans Libération : « Le retraitement des combustibles usagés, le stockage direct et la mise en attente. Le retraitement ne brûle pas tous les déchets 'ultimes'. Le stockage direct pose la question de notre responsabilité à l'égard des générations à venir. La mise en attente, qui évite de choisir, est la solution privilégiée. Mais elle ne peut l'être indéfiniment. L'accident majeur n'est pas impossible. » Il nous faut bien souligner les risques d'accidents (rappelons nous le récent tremblement de terre au Japon et en conséquence la mise à l'arrêt d'une centrale nucléaire accidentée).

Sauver la vie, et particulièrement la vie humaine sur la planète ce n'est pas se battre seulement contre le réchauffement climatique, c'est aussi empêcher la prolifération du risque et des déchets nucléaires mis à charge des générations futures.

## Et en Belgique ?

Les négociateurs de Val Duchesse ont conclu un mauvais pré-accord. Il ne faut pas augmenter le parc de centrales belges. Il faut au contraire appliquer la loi de sortie du nucléaire de façon volontariste et n'utiliser l'article 9 de la loi de sortie progressive du nucléaire que pour de justes raisons. On ne peut d'ores et déjà dire qu'on prolongera la vie de certaines centrales sans analyse sérieuse. Il faut également appliquer un prélèvement compensatoire sur les centrales amorties, ce prélèvement devant être d'autant plus élevé que la centrale est ancienne. Seul le produit de ce juste prélèvement permettra de mener une politique de réduction de consommation d'énergie et d'investissement en faveur des énergies renouvelables. Tout cela manque dans le pré-accord gouvernemental de centre droit.

On le voit, le slogan "Nucléaire, non merci" a plus que jamais sa pertinence. Consommer moins d'énergie et augmenter la recherche et l'utilisation d'énergies renouvelables doivent être au centre de nos préoccupations. Tout comme cette réflexion de Marie-Hélène Labbé que je fais mienne en conclusion. « Le retour du nucléaire, riche de promesses économiques, est lourd de menaces stratégiques et environnementales.»

*Henri Simons*

